

FICHE RECAPITULATIVE

14 - BATIMENT ARCHIVES (CALMETT



Cette fiche récapitulative a été élaborée à l'aide de l'outil « Amiante360 » édité par Sogelink. Elle intègre l'ensemble des informations portées à la connaissance de Sogelink et saisies dans l'outil à la demande ou à l'initiative du Propriétaire selon l'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 2012.

Référence du dossier technique amiante : DTA_19197

Date de la dernière mise à jour : 18/09/2024

La fiche récapitulative doit être communiquée dans un délai d'un mois après sa constitution ou sa mise à jour aux occupants de l'immeuble bâti et, si cet immeuble comporte des locaux de travail, à l'employeur.

Sommaire

1. HISTORIQUE DES MISES À JOUR	4
2. RAPPORTS DE REPERAGE	5
3. LISTE DES PARTIES DE L'IMMEUBLE AYANT FAIT L'OBJET D'UN REPERAGE	6
4. IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	7
4.1. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	7
4.2. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	7
4.3. Matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	8
5. EVALUATIONS PERIODIQUES	9
5.1. Evaluations obligatoires des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante	9
5.2. Evaluations obligatoires des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante	9
6. LISTE DES TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT - MESURES CONSERVATOIRES	10
6.1. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	10
6.2. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	10
6.3. Matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	10
7. RECOMMANDATIONS ET MESURES D'ORDRE GENERAL DE SECURITE	11
8. PLANS ET CROQUIS DE REPERAGE	14
9. ANNEXE PHOTOS	17

IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE, DU DETENTEUR ET DES MODALITES DE CONSULTATION DU DTA

Propriétaire

Contact : CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE LA MARTINIQUE - LEBRIERE Jérôme
Adresse : CS 90632 97261 Cedex
97200 FORT DE FRANCE

Contact : CHU de Martinique - BERNIAC Stéphane
Adresse : CS 90632 97261 CEDEX
97200 FORT DE FRANCE

Etablissement

Non renseigné.

Immeuble bâti pour lequel le DTA a été constitué

Désignation de l'immeuble bâti : 14 - BATIMENT ARCHIVES (CALMETTE)
Nom du groupe : Hôpital Albert Clarac
Référence personnelle : 14.0
Référence cadastrale : AV 236
Type de l'immeuble bâti : Autre bâtiment
Adresse de l'immeuble bâti : Avenue Pasteur , 97200 Fort-de-France
Date du permis de construire : 1953

Détenteur du dossier technique amiante

Nom : SAINT-OMER
Fonction : Référent amiante
Service : DIRECTION GÉNÉRALE
Adresse Complète : 97261 CEDEX
Téléphone : 0596552483
Adresse Mail : patricia.saint-omer@chu-martinique.fr

Modalités de consultation de ce dossier

Le DTA est réalisé sur Amiante360 et est disponible sur support dématérialisé sur demande.

Autres modalités de consultation du DTA :

- **Lieu :** Secrétariat de Direction de CEV
- **Horaires :** de 8h00 à 12h00
- **Contact, si différent du détenteur du dossier :** dominique.charles-edouard@chu-martinique.fr

1. HISTORIQUE DES MISES À JOUR

Date	Nature des mises à jour
18/09/2024	Ajout d'un rapport, Modification du bâtiment
25/10/2023	Ajout d'un rapport, Modification du bâtiment
03/07/2023	Modification du propriétaire, Ajout d'un rapport
12/08/2022	Modification du bâtiment, Modification du propriétaire
30/07/2022	Modification du propriétaire, Modification du bâtiment
08/09/2021	Modification du document, Modification du bâtiment
28/06/2021	Ajout d'un rapport, Modification du bâtiment
06/01/2021	Création du document

2. RAPPORTS DE REPERAGE

Nom et référence du rapport	Date du Rapport	Nom de la société et de l'opérateur de repérage	Objet du repérage
Nom : DTA--BAT-14-R Ref : 9582686/S1.43.1.R	23/08/2022	Société : Bureau Veritas Opérateur : Dominique RAMASSAMY	Evaluation de l'état de conservation
Nom : 2021-CLARAC-PSO-OT444787- ATECK1194-BAT14-Demenagementarchives Ref : 12229657/S1.1.2.rev1.RI	02/12/2021	Société : Bureau Veritas Exploitation SAS Opérateur : Gabriel MONTAGARD	Rapport de mesures d'empoussièrement
Nom : 2021-CLARAC-PSO-OT465910- ATECK1415-BAT14-prelevementsurfacique Ref : 12160418/S1.1.2.ECH	18/10/2021	Société : Bureau Veritas Exploitation SAS Opérateur : Dominique RAMASSAMY	Rapport avant travaux
Nom : 20180807-CLARAC-CC-OTxxxx- ATECKxxxx-BAt-14-NIV--1---0-et-+1 Ref : JR110/S/18/103	25/07/2018	Société : socotec Opérateur : Gerard VICTOIRE	Rapport de mesures d'empoussièrement
Nom : 6372631-RAP-AMIA-CHUM-CLARAC- BAT-14-rev-1 Ref : 6372631/2/14	24/11/2016	Société : Bureau Veritas Opérateur : Dominique ALVES	Rapport de repérage Listes A et B

Rapports de repérages archivés

Nom et référence du rapport	Date du Rapport	Nom de la société et de l'opérateur de repérage	Objet du repérage
Nom : ANCIEN DTA de 2007 Ref : 1659655/3	09/05/2007		Rapport de repérage Listes A et B

3. LISTE DES PARTIES DE L'IMMEUBLE AYANT FAIT L'OBJET D'UN REPERAGE

Type de rapport	Nom et référence du rapport	Liste des parties de l'immeuble bâti visitées (1)	Liste des parties de l'immeuble non visitées devant donner lieu à une prochaine visite (2)
Evaluation de l'état de conservation	Nom : DTA--BAT-14-R Ref : 9582686/S1.43.1.R	SOUS-SOL, RDC	
Rapport de mesures d'empoussièrement	Nom : 2021-CLARAC-PSO-OT444787-ATECK1194-BAT14-Demenagementarchives Ref : 12229657/S1.1.2.rev1.RI		
Rapport avant travaux	Nom : 2021-CLARAC-PSO-OT465910-ATECK1415-BAT14-prelevementsurfacique Ref : 12160418/S1.1.2.ECH	ETAGE, RDC	
Rapport de mesures d'empoussièrement	Nom : 20180807-CLARAC-CC-OTxxxx-ATECKxxxx-BAt-14-NIV--1---0-et-+1 Ref : JR110/S/18/103		
Rapport de repérage Listes A et B	Nom : 6372631-RAP-AMIA-CHUM-CLARAC-BAT-14-rev-1 Ref : 6372631/2/14	RDC, ETAGE, SOUS-SOL	

(1) Tous les locaux doivent être obligatoirement visités.

(2) Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (exemple : locaux inaccessibles, clefs absentes...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.

4. IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

4.1. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

A ce jour, aucun matériaux et produit de la liste A contenant de l'amiante n'a été repéré.

4.2. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date du repérage	Type de repérage	Matériau ou produit	Localisation précise	Etat de conservation	Mesures préconisées	Référence repérage et photo
27/09/2016	IV	Dalles de sol	SOUS-SOL CCOU06	AC1		IV 3 - IV 3
29/07/2021	IV	Dalles de sol	SOUS-SOL Archives	AC1		
27/09/2016	P	Joints (tresses, bandes)	SOUS-SOL Escalier central	AC1		IV 4 - IV 4
27/09/2016	IV	Dalles de sol	RDC CC0016	AC1		
29/07/2021	IV	Dalles de sol	RDC Circulation	AC2		
29/07/2021	IV	Dalles de sol	RDC Bureau	AC1		
27/09/2016	IV	Dalles de sol	ETAGE CC0162	AC1		
27/09/2016	IV	Dalles de sol	ETAGE Circulation	AC2		IV 2 - IV 2

Légende :

Type de repérage :

- P (prélèvement): matériau ayant fait l'objet d'une analyse par prélèvement,
- S (sondage): matériau associé à un prélèvement;
- IV (inspection visuelle): autre

Etat de conservation :

EP (Evaluation périodique) : l'opérateur de repérage conclut à une EP lorsque l'état du MPCA, l'étendue et le risque de dégradation de celui-ci ne conduisent pas à la nécessité d'une action de protection immédiate. Il est recommandé au propriétaire selon un délai préconisé par l'opérateur de repérage de faire procéder à une évaluation périodique qui consiste à contrôler que la dégradation du MPCA ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que sa protection demeure en bon état. L'opérateur recherche aussi, le cas échéant, les causes de dégradation pour que le propriétaire puisse prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

AC1 (Action corrective de premier niveau) : l'opérateur de repérage conclut à une AC1, lorsque l'état du MPCA, l'étendue et le risque de dégradation conduisent à la nécessité d'une remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Il est donc recommandé au propriétaire par l'opérateur de repérage de procéder ou de faire procéder par des professionnels formés aux interventions en présence d'amiante, à une action qui consiste à :

- Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer
- Mettre en oeuvre ces mesures pour éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées pour limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante.
- Veiller à ce que les modifications apportées ne risquent pas d'aggraver l'état des autres MPCA restant accessibles dans la même zone
- Contrôler périodiquement les autres MPCA restant accessibles et l'état de leur protection.

AC2 (action corrective de deuxième niveau) : l'opérateur de repérage conclut à une AC2 lorsque que l'état du MPCA et l'étendue des dégradations concernent l'ensemble d'une zone. Afin que le MPCA ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, il est recommandé au propriétaire par l'opérateur de repérage de procéder ou faire procéder par des professionnels formés aux interventions en présence d'amiante à une action qui consiste à :

- prendre les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante (ex : adaptation ou condamnation des locaux). Durant les mesures conservatoires, une mesure d'empoussièrement doit être réalisée.
- procéder à une analyse de risque complémentaire, pour définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, pour l'intégralité des MPCA de la zone concernée.
- faire procéder aux mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque
- contrôler périodiquement les autres matériaux et produits accessibles, ainsi que leur protection.

4.3. Matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

A ce jour, aucun matériaux et produit Hors liste A et B contenant de l'amiante n'a été repéré.

5. EVALUATIONS PERIODIQUES

5.1. Evaluations obligatoires des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante

A ce jour, les matériaux repérés de la liste A n'ont pas fait l'objet d'une évaluation périodique d'état de conservation.

5.2. Evaluations obligatoires des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante

Date de la Visite	Matériau ou produit concerné	Localisation	Etat de conservation	Nom du rapport	Mesures d'empoussièrement
29/07/2021	Dalles de sol	SOUS-SOL Archives	AC1	Nom : DTA--BAT-14-R Ref : 9582686/S1.43.1.R	
29/07/2021	Dalles de sol	RDC Circulation	AC2	Nom : DTA--BAT-14-R Ref : 9582686/S1.43.1.R	
29/07/2021	Dalles de sol	RDC Bureau	AC1	Nom : DTA--BAT-14-R Ref : 9582686/S1.43.1.R	

6. LISTE DES TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT - MESURES CONSERVATOIRES

6.1. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

A ce jour, il n'y a pas eu de travaux de retrait, de confinement ou de mesure conservatoire sur un matériaux de la liste A.

6.2. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

A ce jour, il n'y a pas eu de travaux de retrait, de confinement ou de mesure conservatoire sur un matériaux de la liste B.

6.3. Matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

A ce jour, il n'y a pas eu de travaux de retrait, de confinement ou de mesure conservatoire sur un matériaux hors liste A et B.

7. RECOMMANDATIONS ET MESURES D'ORDRE GENERAL DE SECURITE

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en oeuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en oeuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R4412-94 à R4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur la page dédiée à l'amiante sur le site du ministère du travail <https://travail-emploi.gouv.fr/sante-au-travail/prevention-des-risques-pour-la-sante-au-travail/article/amiante> et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif

aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R551-1 à R551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

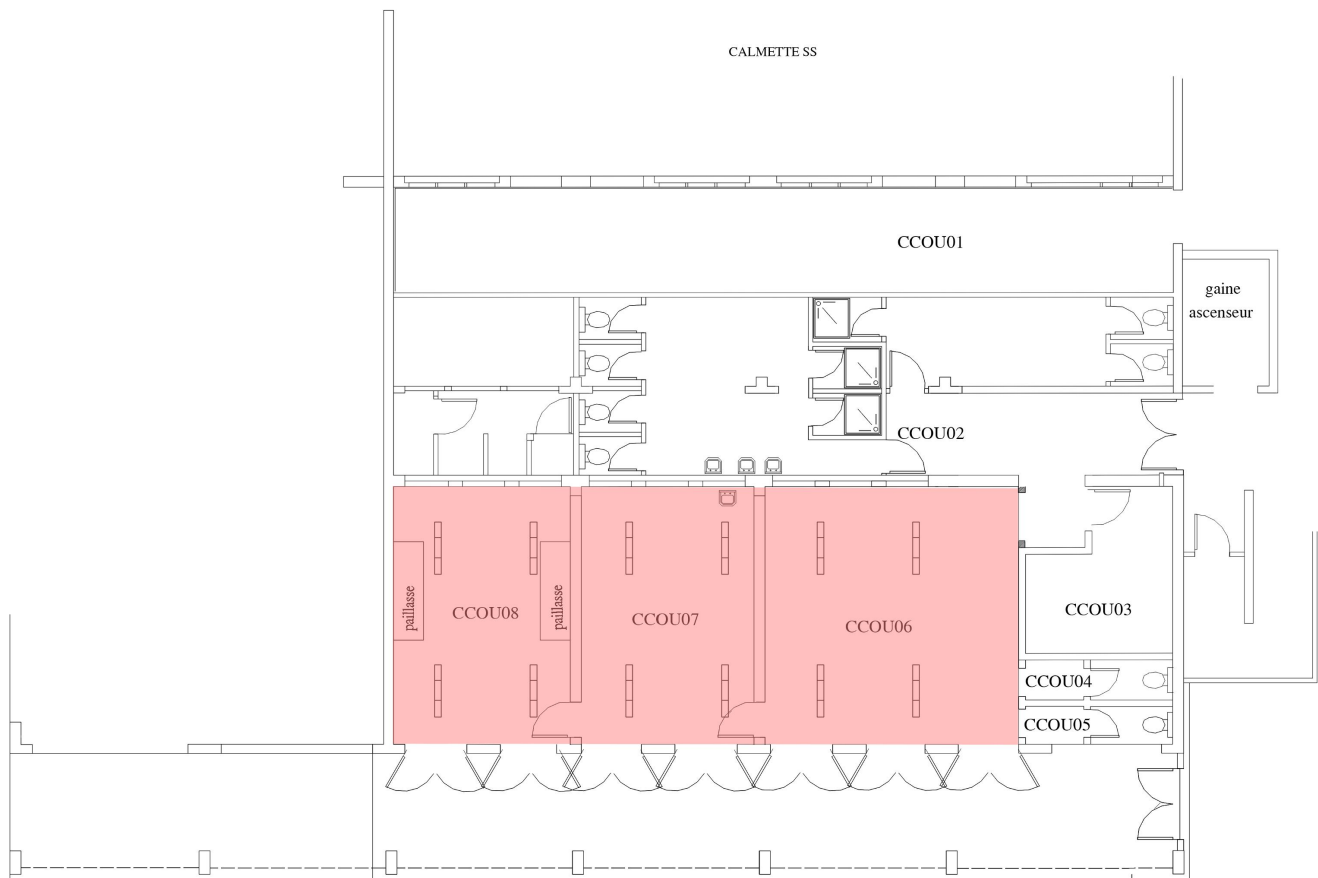
Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.









Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

8. PLANS ET CROQUIS DE REPERAGE

Niveau : SOUS-SOL



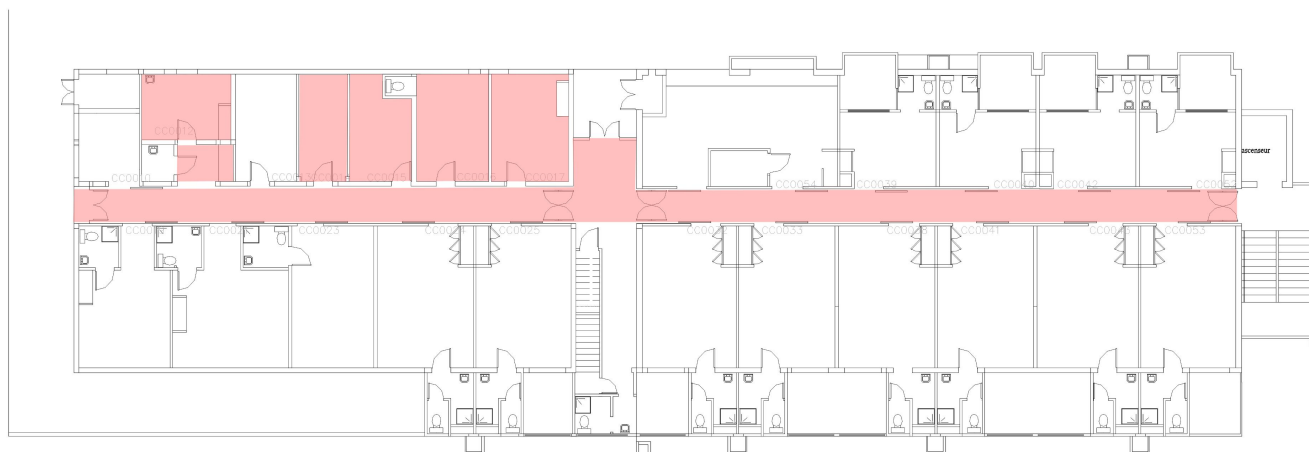
Légende :

	Toiture, terrasse et étanchéité		Plafonds et faux plafonds
	Parois verticales extérieures		Planchers et planchers techniques
	Parois verticales intérieures		Voies et réseaux divers
	Conduits, canalisations et accessoires intérieurs et extérieurs		Ascenseurs, monte-charges, équipements divers et accessoires, installations industrielles

Accès au plan non compressé : <https://dl.sogelink.fr/?vIRr3o7O>

Niveau : RDC

CALMETTE RDC

Légende :

Toiture, terrasse et étanchéité



Plafonds et faux plafonds



Parois verticales extérieures



Planchers et planchers techniques



Parois verticales intérieures

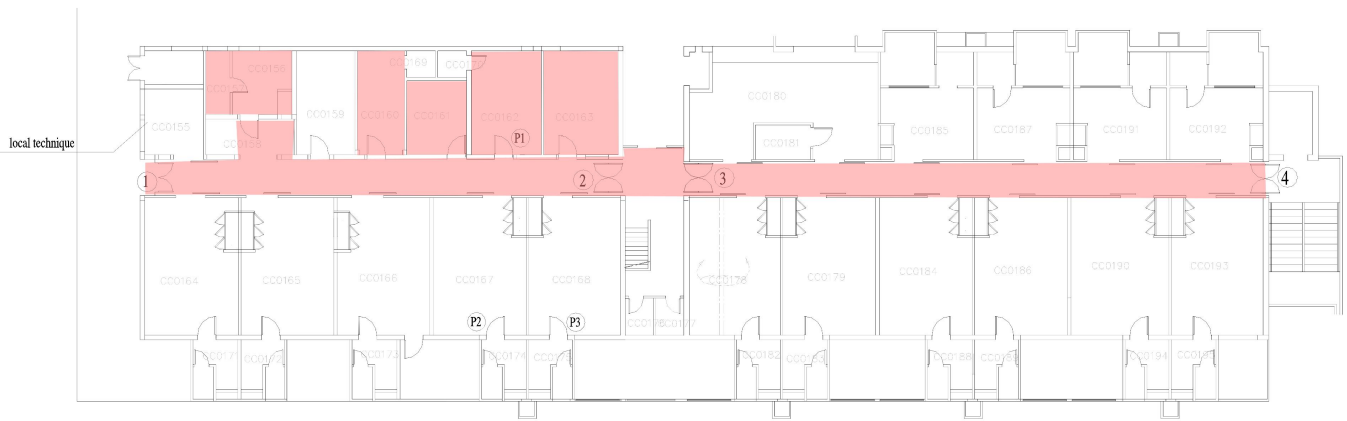


Voies et réseaux divers

Conduits, canalisations et
accessoires intérieurs et extérieursAscenseurs, monte-charges, équipements
divers et accessoires, installations industriellesAccès au plan non compressé : <https://dl.sogelink.fr/?EkR4l1ot>

Niveau : ETAGE

CALMETTE ETAGE

Légende :

Toiture, terrasse et étanchéité



Parois verticales extérieures



Parois verticales intérieures

Conduits, canalisations et
accessoires intérieurs et extérieurs

Plafonds et faux plafonds



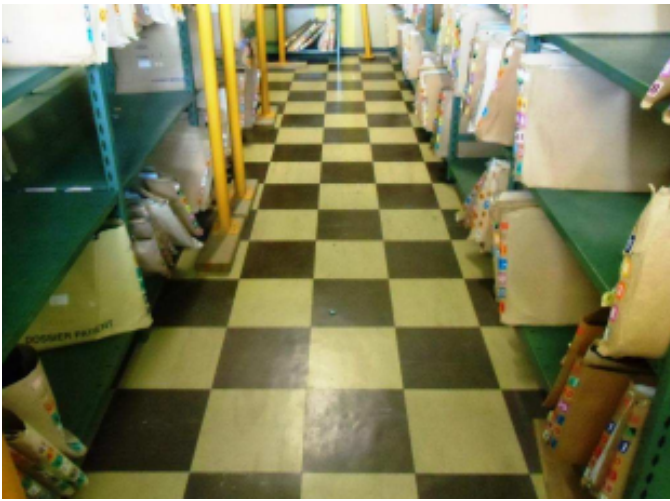
Planchers et planchers techniques



Voies et réseaux divers

Ascenseurs, monte-charges, équipements
divers et accessoires, installations industriellesAccès au plan non compressé : <https://dl.sogelink.fr/?4sftTPKy>

9. ANNEXE PHOTOS



27/09/2016

IV 3 - IV 3

Planchers et plafonds
SOUS-SOL, CCOU06

Présence d'amiante



27/09/2016

IV 4 - IV 4

Conduits, canalisations et équipements intérieurs
SOUS-SOL, Escalier central

Présence d'amiante



27/09/2016

IV 1 - IV1

Planchers et plafonds
RDC, Circulation

Présence d'amiante



18/10/2021

P020 - P020

Planchers et planchers techniques
RDC, DGT

Absence d'amiante



18/10/2021

P019 - P019

Planchers et planchers techniques
RDC, DGT

Absence d'amiante



18/10/2021

P018 - P018

Planchers et planchers techniques
RDC, DGT

Absence d'amiante



18/10/2021

P017 - P017

Planchers et planchers techniques
RDC, DGT

Absence d'amiante



18/10/2021

P016 - P016

Planchers et planchers techniques
RDC, DGT

Absence d'amiante



18/10/2021
P015 - P015
Planchers et planchers techniques
RDC, DGT
Absence d'amiante



27/09/2016
IV 2 - IV 2
Planchers et plafonds
ETAGE, Circulation
Présence d'amiante



18/10/2021
P014 - P014
Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT
Absence d'amiante



18/10/2021
P014 - P014
Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT
Absence d'amiante



18/10/2021
P013 - P013
Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT
Absence d'amiante



18/10/2021
P013 - P013
Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT
Absence d'amiante



18/10/2021
P012 - P012
Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT
Absence d'amiante



18/10/2021
P011 - P011
Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT
Absence d'amiante



18/10/2021

P011 - P011

Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT

Absence d'amiante



18/10/2021

P009 - P009

Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT

Absence d'amiante



18/10/2021

P009 - P009

Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT

Absence d'amiante



18/10/2021

P007 - P008

Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT

Absence d'amiante



18/10/2021
P007 - P008
Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT
Absence d'amiante



18/10/2021
P007 - P007
Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT
Absence d'amiante



18/10/2021
P007 - P007
Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT
Absence d'amiante



18/10/2021
P006 - P006
Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT
Absence d'amiante



18/10/2021
P005 - P005
Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT
Absence d'amiante



18/10/2021
P004 - P004
Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT
Absence d'amiante



18/10/2021
P004 - P004
Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT
Absence d'amiante



18/10/2021
P003 - P003
Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT
Absence d'amiante



18/10/2021
P003 - P003
Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT
Absence d'amiante



18/10/2021
P002 - P002
Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT
Absence d'amiante



18/10/2021
P002 - P002
Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT
Absence d'amiante



18/10/2021
P001 - P001
Planchers et planchers techniques
ETAGE, DGT
Absence d'amiante



18/10/2021

P001 - P001

Planchers et planchers techniques

ETAGE, DGT

Absence d'amiante